

Les Palestiniens s'opposent au plan de nettoyage ethnique avancé par D. Trump

Partage international n° [439](#) - Mars 2025

par Brett Wilkins

Les Palestiniens ont réagi avec dérision et défiance aux propos du président américain, Donald Trump, en faveur d'un nettoyage ethnique et d'une prise de contrôle de la bande de Gaza par les Américains. Le 4 février, s'exprimant aux côtés du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu (un fugitif de la Cour pénale internationale) à la Maison Blanche à Washington, M. Trump a déclaré que les Etats-Unis allaient « *prendre le contrôle de la bande de Gaza. Nous en serons les propriétaires* », a-t-il déclaré, ajoutant que les promoteurs américains « *nivelleront* » et construiront la « *Riviera du Moyen-Orient* » une fois que (tous) les Palestiniens auront quitté l'enclave côtière. Lorsqu'on lui a demandé si son plan impliquait l'envoi de troupes américaines à Gaza, M. Trump a répondu : « *Si c'est nécessaire, nous le ferons.* »

L'expulsion forcée d'une population par une puissance occupante est un crime de guerre selon l'article 49 de la quatrième convention de Genève, en vertu de laquelle les colonies israéliennes ségréguées en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est sont également illégales. Les dirigeants de l'Égypte et de la Jordanie, où M. Trump a proposé d'envoyer les Gazaouis, sont farouchement opposés à ce plan.

Alors que les personnalités d'extrême droite aux Etats-Unis et en Israël (qui n'existerait pas sous sa forme actuelle sans le nettoyage ethnique d'environ un million de Palestiniens en 1947-1948 et en 1967) ont été enthousiasmées par les propos de M. Trump, les Palestiniens ont dénoncé ce qu'un habitant de Gaza déplacé de force a appelé le plan « *délirant* » du président.

« *Nous ne permettrons pas que les droits de notre peuple, pour lesquels nous luttons depuis des décennies, soient bafoués* », a déclaré le président de l'Autorité nationale palestinienne, Mahmoud Abbas, dans un communiqué. « *Ces appels constituent une grave violation du droit international, et la paix et la*

stabilité dans la région ne seront pas réalisées sans l'établissement de l'Etat palestinien. » M. Abbas a ajouté que Gaza « *fait partie intégrante de la terre palestinienne et que les droits légitimes des Palestiniens ne sont pas négociables.* »

Le Hamas, qui gouverne Gaza malgré 15 mois de bombardements, d'invasion et de siège israéliens qui ont ravagé la bande côtière et tué des dizaines de milliers de ses habitants, a dénoncé la proposition de M. Trump comme un crime contre l'humanité et un renforcement de la loi de la jungle au niveau international. Le porte-parole du Hamas, Sami Abu Zuhri, a déclaré à Reuters que le plan de M. Trump était « *ridicule et absurde* », avertissant que « *toute idée de ce genre est susceptible d'enflammer la région* ».

Um Tamer Jamal, 65 ans, mère de six enfants de Gaza, a affirmé à Reuters qu'ils ne quitteraient pas leur pays. « *Nous avons élevé nos enfants en leur apprenant qu'ils ne peuvent pas quitter leur maison et qu'ils ne peuvent pas laisser se produire une deuxième Nakba* », a-t-elle ajouté, faisant référence à l'expulsion, en 1947-1948, de plus de 750 000 Palestiniens (parfois au moyen de massacres, de marches de la mort et d'autres actes de nettoyage ethnique) pour faire place à la colonisation juive dans le nouvel État hébreux.

Reuters a également interrogé Samir Abu Basel, 40 ans, père de cinq enfants à Gaz, qui a déclaré que « *Trump peut aller au diable, avec ses idées, son argent et ses croyances. Nous n'allons nulle part. Nous ne sommes pas sa propriété.* »

Nizar Noman, un habitant de la même ville âgé de 64 ans qui attend toujours de retourner dans ce qui reste de sa maison, a déclaré à Middle East Eye que « *le président Trump se fait des illusions en pensant que les habitants de Gaza peuvent partir, même si c'est un gâchis comme il l'a décrit. Il se soucie maintenant des habitants de Gaza et pense à notre avenir ?* » a-t-il demandé. « *Où était-il lorsque nous étions tués par des missiles israéliens financés par les impôts américains ? Comme j'appartiens à ma patrie, ma patrie m'appartient* », a ajouté M. Noman. « *Je regrette le jour où j'ai quitté ma maison pour aller dans le Sud. Je préfère maintenant mourir sous les décombres de ma maison plutôt que de la quitter à*

nouveau, même pour une autre ville de Palestine. C'est notre patrie. Ni moi, ni mes enfants, ni mes petits-enfants ne la quitterons jamais. »

Zaid Ali, un habitant du nord de Gaza âgé de 42 ans, a déclaré à Middle East Eye : « *Ma famille et moi sommes restés fermement installés dans le nord de Gaza. Nous n'avons jamais envisagé de partir.* » Zaid Ali a expliqué que ses cinq frères et lui n'ont pas réussi à convaincre leur père, âgé de 85 ans, de fuir Gaza, même après que des frappes aériennes israéliennes ont tué trois de ses petits-enfants. « *Il a été témoin de la Nakba et a quitté sa maison une fois, enfant, lorsqu'ils ont été déplacés de force de Haïfa,* explique Ali. *Il n'a jamais voulu répéter l'erreur de son père. Pour lui, les mots de D. Trump sont une plaisanterie.* »

Les Palestiniens de la diaspora ont également condamné la proposition de D. Trump. La Fédération

américaine de Ramallah Palestine, basée à Westland, dans le Michigan, l'un des plus anciens groupes de défense des Palestiniens américains, a déclaré dans un communiqué que « *la suggestion du président Trump de procéder à un nettoyage ethnique de Gaza n'est pas seulement inacceptable et criminelle, mais aussi méprisante et répugnante en plus d'être une faillite morale. Nous devrions aspirer à la paix, à l'égalité et à l'humanité, plutôt qu'à cette simple suggestion de déplacer une communauté déjà traumatisée,* a ajouté le groupe. *Cela révèle la dépravation morale des dirigeants de notre pays.* »

Palestine **Auteur** : Brett Wilkins, journaliste à Common Dreams.

Sources : commondreams.org

Thématiques :

Rubrique : [Point de vue](#) ()